ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2022

PLFSS POUR 2023 - (N° 274)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1975

présenté par

M. Catteau, M. Allisio, M. Ballard, Mme Auzanot, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Bilde, M. Berteloot, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Bovet, M. Buisson, M. Cabrolier, Mme Colombier, M. Chudeau, Mme Da Conceicao Carvalho, Mme Cousin, M. de Fournas, M. de Lépinau, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, Mme Engrand, M. Falcon, M. François, M. Frappé, Mme Frigout, Mme Galzy, M. Giletti, M. Gillet, M. Girard, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, M. Guinot, M. Grenon, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Hébrard, M. Jacobelli, M. Jolly, Mme Lavalette, Mme Laporte, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. Marchio, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, Mme Menache, M. Meurin, M. Muller, Mme Mélin, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Mathilde Paris, Mme Parmentier, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Tivoli et M. Taverne

ARTICLE 23

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Alors que nous nous situons dans un contexte national de pénurie de médecins, où plus de 11% de Français ne disposent pas d'un médecin traitant, la création d'une quatrième année du Diplôme d'Etudes Spécialisées de Médecine Générale est actée depuis la réforme de troisième cycle des études médicales d'avril 2017.

Or, au regard du contexte évoqué ci-dessus, l'application d'une quatrième année du DES de Médecine Générale paraît précipitée, d'autant plus si l'on tient compte du fait que le nombre de praticiens agréés maîtres de stage des universités (PAMSU), malgré qu'il soit en hausse, semble être clairement insuffisant pour assurer des conditions sécuritaires et professionnalisantes aux 4000 étudiants qui, en vertu du présent article, s'ajouteraient en stage ambulatoire.

Ainsi, puisqu'il n'est pas envisageable d'accroître les difficultés rencontrées par les Français pour accéder à des soins, en reportant l'entrée des étudiants en Médecine Générale et donc l'incorporation à la société de médecins généralistes formés, la suppression de cet article apparaît, en l'état, nécessaire

Tel est le sens de cet amendement.